

28/9/95 SESS AUT 10 APP
INT CON FRA → ITA ANNO 4^o
T.① LECCE LEBHAR POLITI TL = 4'28"

M3/D

LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS DOIT LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE ET LA HAUSSE DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE.

Malgré une légère reprise de la croissance (+2,2 en 1994), la Suède connaît pour la quatrième année successive, un chômage et un déficit budgétaire alarmants, situation sans précédents depuis les années 30.

La Suède s'est engagée à respecter les critères budgétaires et monétaires de Maastricht lors de son adhésion à l'Union européenne en janvier 1995.

Ceux-ci correspondent au principal objectif du programme d'austérité mis en oeuvre par le gouvernement social-démocrate, élu en septembre 1994.

Cependant, le redressement des comptes publics doit, selon l'OCDE, s'accompagner de mesures concrètes en faveur de l'emploi. Épargnée par le chômage et le déficit budgétaire tout au long des années 80, alors que les autres pays d'Europe étaient déjà en crise, la Suède a vu ses principaux indicateurs économiques passer au rouge lors de la récession ~~qui~~ qui l'a frappée entre 1990 et 1993. Aujourd'hui, 8% de la population active est ^{au} ~~en~~ chômage.

Les administrations publiques (Etat, Sécurité sociale, collectivités locales) encore excédentaires en 1990, sont devenues lourdement déficitaires par la suite (-13,3% en 1993 alors que le traité de Maastricht a fixé à -3% le plafond à ne pas dépasser).

La nouvelle politique de redressement prévoit une contraction du déficit budgétaire entre 1995 et 1998. Une partie sera ~~financée~~ financée par une hausse des recettes fiscales directes, mais plus de la moitié de l'assainissement sera obtenu par une réduction des dépenses publiques. Les principaux postes affectés seront les transferts aux ménages (allocations familiales, allocations chômage, pensions de vieillesse, indemnités d'assurance-maladie) qui constituent le pivot de la politique d'assainissement. L'application de ces mesures, touchant les piliers du Welfare State auquel tiennent tant les Suédois, se heurte à de nombreuses résistances, notamment de la part des syndicats et de la gauche.

Le gouvernement espère adoucir l'impopularité de ces décisions par des succès remportés sur le front du chômage. Le premier ministre, M. Carlsson compte sur les nouveaux crédits affectés à la formation et sur les répercussions positives de sa politique d'assainissement des finances publiques. Ces mesures, cependant, sont jugées insuffisantes par l'OCDE.

Pour résoudre le problème du chômage, l'OCDE préconise d'augmenter la flexibilité du ~~travail~~ marché du travail. Selon l'organisme, le chômage serait dû au maintien de salaires réels élevés pendant la récession, imputable à la pression des partenaires sociaux.

Seule une déréglementation de certaines activités et des ajustements du coût du travail permettraient de relancer l'offre et de créer des emplois.

02-1113-D-CON-1